

Général Lafourcade : « Au Rwanda, j'ai été fier de mes hommes »



PROPOS RECUEILLIS PAR
Charles Jalgu

La Cour de cassation a définitivement écarté les accusations de « complicité de génocide » visant les militaires français de l'opération Turquoise, au Rwanda.

Le général Jean-Claude Lafourcade accorde au Figaro sa première interview à la suite de l'arrêt de la Cour de cassation qui a confirmé le 9 septembre le non-lieu en faveur des 22 militaires français accusés de « complicité de génocide » dans l'opération Turquoise, envoyée au Rwanda, en juin 1994. La plainte déposée en 2003 a uermé une instruction de vingt ans ats mme au laquelle les juges avaient estimé qu'il n'y avait pas matière à poursuivre. Mais les parties civiles (Ibuka, Licra, Survie, FIDH, LDH) ont fait appel de cette décision. Déboutées une deuxième fois, elles se sont tournées vers la Cour de cassation, en plaçant qu'il fallait poursuivre les investigations. Celle-ci leur a donné tort, une troisième fois.



LE FIGARO. – Vous aviez très grande satisfaction. Tout d'abord parce que cet arrêt restera dans l'histoire. Il n'y a plus aucune ambiguïté sur l'action des militaires français. Jamais plus on ne pourra prétendre qu'ils ont commis un tel crime. C'est aussi une satisfaction vis-à-vis des familles des militaires. Nos adversaires pouvaient continuer de semer le doute tant que la procédure n'était pas close. Il est maintenant établi qu'aucun fait matériel, aucun témoignage sérieux n'est venu étayer cette accusation.

GÉNÉRAL, LAFOURCADE. – C'est une très grande satisfaction. Tout d'abord parce que cet arrêt restera dans l'histoire. Il n'y a plus aucune ambiguïté sur l'action des militaires français. Jamais plus on ne pourra prétendre qu'ils ont commis un tel crime. C'est aussi une satisfaction vis-à-vis des familles des militaires. Nos adversaires pouvaient continuer de semer le doute tant que la procédure n'était pas close. Il est maintenant établi qu'aucun fait matériel, aucun témoignage sérieux n'est venu étayer cette accusation.

C'était la première fois que l'armée française était mise en cause pour « complicité de génocide ». Est-ce un soulagement pour l'institution ? C'est une autre raison de se réjouir. Les soldats envoyés dans les opérations extérieures ces vingt dernières années pouvaient craindre d'être poursuivis sur la seule base de rumeurs. Cette décision montre qu'on ne peut pas dire n'importe quoi sur l'armée française. Elle n'est pas « prisonnier coupable ».

À l'époque, vous n'avez guère été défendus par la classe politique, qui s'inquiétait de graves complots. Nous étions face à un rouleau compresseur. Rares sont ceux qui, comme Alain Juppé ou Hubert Védrine, nous ont défendus. Le ministère de la Défense n'a pas voulu s'en mêler, mais il nous a soutenus en payant les frais de justice.

Le juge Jean-Louis Bruguière a lancé en 2004 un mandat d'arrêt international à l'encontre de Paul Kagame, le chef du Front patriotique rwandais (FPR). Il le suspectait d'être l'instigateur de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana. Il en a su. L'armée française était accusée de complicité de génocide. C'était la réponse de Kigali ? Cette plainte contre nous a été lancée par les associations proches de Kigali, à la suite du mandat d'arrêt contre Kagame. La manœuvre a réussi en jouant sur un sentiment de culpabilité français entretenu par certains médias et par les politiques. Cette propagande devrait être enseignée en école de guerre. Du grand art.

Les médias se sont engouffrés dans cette brèche. Comment pouvez-vous réagir ? Cela nous a fait très mal. Je me souviens encore de la couverture d'un livre de Patrick de Saint-Exupéry intitulé *Complices de l'irréversible*. J'y apparaissais parmi d'autres. Ceux qui nous ont accusés devraient reconnaître leurs torts. Beaucoup n'existent même pas gris la peine de m'interroger. Aujourd'hui, je ne vois pas une ligne, nulle part, à ce sujet. Jean Lacouture, lui, avait fini par reconnaître qu'il s'était trompé sur les Rwandais tutsis.

On vous a reproché de ne pas intervenir dans les collines de Bisesero aussitôt après avoir conduit une mission de reconnaissance. Le jugement vous en disculpe-t-il ? Le juge d'instruction a fait d'innocentes tous mes échanges avec l'état-major de l'armée, et il a bien compris que cette mission n'était pas une promenade de santé. Il n'a vu qu'il n'y avait pas de plan caché pour voler au secours des Hutus contre les Tutsis du FPR, et que nous

Le général Jean-Claude Lafourcade, jeudi, à Lille (Nord).
STÉPHANE DUBROUILLIERS/LUCAS POUR LE FIGARO

avons beaucoup de mal à déployer nos hommes aux bords enrochés. Je compris à l'arrivée, dès l'aube, les collines, et y ont couronné. Dans l'attente de cet effet, ce refroidissement et s'mole d'ordures. Les tutsis ont été violemment attaqués. Nous est à ce moment-là que le personnel accusé a été « oublié ». C'est, donc l'absence d'interventions Turquoises : vites, défendez le statut des soldats plus près et de Senegal, la catastrophe a été évitée. Les militaires à l'opinion étaient maladroites hormis les jésuites. Notre honneur nous al mepal.

Vos hommes arrivent en force trois jours après le massacre de reconnaissance. Trois jours trop tard, accusent vos détracteurs... Que leur avez-vous répondu au fil de ces procédures ?

Nous sommes arrivés le 30 juin à Bisesero. Nous avons vu des milliers de cadavres, dont la plupart étaient parcheminés, car ils étaient là depuis plusieurs semaines. D'autres cadavres étaient plus récents. Nos accusateurs ont additionné les morts les plus anciens aux massacres survenus depuis notre mission de reconnaissance. Il n'y a pas eu « des milliers » de morts entre le 27 et le 30 juin à Bisesero, mais sur une plus longue période. Je vous rappelle que nous atterrissions à Goma le 21 juin.

Le FPR de Kagame soupçonnait la France de vouloir rétablir un gouvernement Hutu intérimaire. Cette ancienne amitié était-elle encore dans les esprits ?

Édouard Balladur, premier ministre, avait imposé que l'opération Turquoise soit placée sous l'égide de l'ONU, avec un objectif strictement humanitaire, afin justement d'éviter qu'on accuse la France de voler au secours des Hutus contre les Tutsis. En juin 1994, notre mission n'était plus du tout militaire. Il fallait sauver les vies, pas prendre parti pour un camp ou un autre.

« Il est évident qu'au-delà de l'armée les parties civiles visaient la politique de la France au Rwanda avant 1994, et tout particulièrement François Mitterrand »

Guillaume Ancel, porte-parole de l'opération, a collecté la rumeur d'un conteneur d'armes livré aux Hutus...

Ce sont les propos d'un officier mythomane en mal de notoriété. Pour commencer, nous n'avons pas de conteneur. L'enquête l'a établi.

Étiez-vous en relation avec l'état-major particulier de François Mitterrand ?

Je n'ai jamais eu de contact avec l'Élysée. Mes seules échanges se faisaient par fax ou téléphone avec l'amiral Lafourcade, chef d'état-major des armées. Il est évident qu'au-delà de l'armée les parties civiles visaient la politique de la France au Rwanda avant 1994, et tout particulièrement François Mitterrand. On voulait nous faire croire que nous étions complices de ce génocide. On ne peut pas dire cela de François Mitterrand. Ça ne tient pas debout.

Vingt-six ans pour rendre la justice, c'est long. Pour quelle raison cette procédure s'est-elle éternisée ? À partir de 2010, la France a souhaité clore les contentieux avec le Rwanda. Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron n'ont tous les deux tenté d'aplanir cette cline – il a contribué à ralentir l'instruction des dossiers ? Poser la question, c'est y répondre. Peut-être ne fallait-il pas nous donner raison trop vite...

Quelles leçons tirez-vous de cette opération Turquoise ?

Qu'il faut, hélas, beaucoup de temps pour que la vérité apparaisse. Au moment du notre départ, nous avons reçu des félicitations du monde entier. Nous avions stabilisé l'ouest du Rwanda et permis le retour des ONG. Nous avions aussi fait face à une épidémie de choléra à la frontière entre le Rwanda et le Zaïre. Nos soldats ont sauvé des centaines de cadavres. Ils les ont découverts de chaux pour éviter la propagation de la maladie. Ce n'était pas notre mission première. Personne ne nous en a su gré. Ce furent des journées terribles et je suis fier de ce que mes hommes ont accompli. ■

ÉDITION
La relève au féminin

DESIGN
Les architectes réinventent les adresses mode

FOCUS JAPON
Tokyo, cité poétique
Yaku Ono, vue haute monde
Sugio Yamaguchi, gastronomie à Paris

matières à rêves

L'ART DE VIVRE DU FIGARO

F

LE NOUVEAU LUXE CONTEMPORAIN

Découvrez le nouveau F

mardi 22 septembre avec votre quotidien Le Figaro